



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 5 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EQUINIX FRANCE PA7

130-136 BOULEVARD DE VERDUN
9 Energy Park
92400 Courbevoie

Références : 88610
Code AIOT : 0007404508

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2024 dans l'établissement EQUINIX FRANCE PA7 implanté ENERGY PARK - Batiment 9 130-136 BOULEVARD DE VERDUN 92400 Courbevoie. L'inspection a été annoncée le 18/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre de plaintes de riverains du quartier Delage à Courbevoie, par rapport à des nuisances générées par les activités des data center situés au sein de ce quartier.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQUINIX FRANCE PA7
- ENERGY PARK - Batiment 9 130-136 BOULEVARD DE VERDUN 92400 Courbevoie
- Code AIOT : 0007404508
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est un data center situé en plein cœur du quartier Delage à Courbevoie. Elle comporte des groupes électrogènes de secours et des groupes froids destinés à refroidir les salles informatiques.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Odeur

*

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité aux rubriques ICPE	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Implantation-aménagement	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Air-Odeurs	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Valeurs limites et conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Bruit et vibrations	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra compléter les mesures acoustiques de l'installation afin de prendre en compte notamment le bruit émis par les groupes électrogènes en fonctionnement. Il devra également régulariser sa situation administrative en déclarant les groupes électrogènes installés de manière provisoire dans la cour technique à l'arrière du bâtiment, côté rue Moulin des Bruyères, assortie des éventuelles demandes d'aménagement avec les mesures compensatoires associées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité aux rubriques ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant indique que la situation administrative du site n'a pas évolué. L'activité principale du site est le stockage et le traitement de données. Pour ce faire le site dispose dans le bâtiment, de 6 groupes froids qui refroidissent les équipements informatiques, de 2 groupes froids de confort en terrasse (pour les bureaux), de 4 tours aéroréfrigérantes permettant le refroidissement des groupes froids A l'extérieur, du côté de la rue Moulin des Bruyères à l'arrière du bâtiment, se trouvent les 3 groupes électrogènes de secours de 4230 KW chacun et la cuve aérienne de fuel servant à leur alimentation. Le site est encadré par l'arrêté préfectoral n°2011-37 du 14 mars 2011. L'installation est notamment soumise à déclaration avec contrôles pour les rubriques 2910-A-2 (combustion) et 1185-2-a (gaz à effet de serre en lien avec les groupes froids) et à enregistrement pour la rubrique 2921-a (TAR). Dans son porter à connaissance adressé à l'inspection le 20/09/2023, Equinix informe l'inspection de travaux de remplacement des 3 groupes électrogènes par 4 groupes électrogènes de 2846,2 kWth (équivalant à 1MW). L'exploitant indique que, pendant les travaux, 4 groupes électrogènes temporaires ont été installés en limite de propriété dans la cour technique. Ces groupes électrogènes sont installés depuis septembre 2023 et n'ont pas fait l'objet d'information auprès de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra régulariser sa situation administrative en déclarant l'installation des 4 groupes électrogènes temporaires auprès de la Préfecture des Hauts-de-Seine, en précisant les éventuelles demandes d'aménagement et les mesures compensatoires associées. L'exploitant doit transmettre à l'inspection les informations techniques sur ces appareils ainsi que leur emplacement sur le plan du site
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.1.2
Thème(s) : Autre, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de L'environnement.
Constats : Le dernier contrôle périodique réalisé en 2024 avait relevé deux non-conformités majeures relatives au point 6.2.2 (hauteur des cheminées). Ce contrôle a fait l'objet d'un contrôle complémentaire le 27/08/2015 par SOCOTEC. Il n'a pas permis de solder la non-conformité relative à l'absence d'informations concernant le calcul de la hauteur des cheminées. Le jour de la visite, les travaux n'avaient toujours pas été réalisés. Les débouchés des cheminées des 3 groupes électrogènes se trouvant toujours sous la limite réglementaire. Ces groupes électrogènes ont été retirés fin 2023 pour être remplacés. L'installation étant certifiée ISO 14001, le prochain contrôle périodique devra être réalisé au plus tard le 27/08/2025. Le rapport de contrôle devra être transmis à l'inspection. L'exploitant indique que l'audit de conformité à l'arrêté préfectoral d'enregistrement a été réalisé en juillet 2024. Les écarts relevés par SOCOTEC sont liés aux groupes électrogènes transitoires installés en septembre 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre à l'inspection le rapport de contrôle périodique dès sa réception ainsi que le compte-rendu d'audit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.3
Thème(s) : Autre, Dossier installations classées
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - les plans de l'installation tenus à jour ; [...] - les résultats des mesures sur les effluents gazeux et liquides et le bruit, les rapports des visites et un relevé de tout dysfonctionnement ou toute panne du dispositif antipollution secondaire, « pendant une période d'au moins six ans » ; - l'engagement de l'exploitant à faire fonctionner son ou ses appareils de combustion moins de 500 heures par an, si pertinent ; [...] !- un relevé du type et des quantités de combustible utilisé dans l'installation, à conserver pendant une période d'au moins six ans. Les données transmises par l'exploitant, sur demande du préfet, en vue de l'application de l'article R. 515-116-1 du code de l'environnement, sont les suivantes : - la preuve du dépôt de la déclaration et les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; - les résultats de la surveillance des rejets atmosphériques de l'installation de combustion et le traitement de ces résultats de manière à permettre la vérification du respect de la valeur limite d'émission ; - le relevé du bon fonctionnement continu du dispositif antipollution secondaire permettant le respect des valeurs limites d'émission ; - le relevé du nombre d'heures d'exploitation ; - le relevé du type et des quantités de combustible utilisé dans l'installation ; - le relevé de tout dysfonctionnement ou toute panne du dispositif antipollution secondaire ; - le relevé des cas et des mesures prises en cas de non-respect des valeurs limites d'émission citées aux points 6.2.4, 6.2.5 et 6.2.7 de l'annexe I au présent arrêté. » ;
Constats : Les groupes électrogènes sont utilisés en secours de l'installation électrique. L'exploitant indique que chaque groupe électrogène fonctionne moins de 20h / an. L'exploitant précise que la dernière surveillance des rejets atmosphériques a été faite en 2016 et qu'elle aurait dû être faite à nouveau en 2021. Compte-tenu de l'état du parc, cette surveillance n'a pas pu être faite et la décision prise de remplacer les groupes électrogènes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection : - le nombre d'heures d'exploitation des groupes électrogènes en 2024 avec les jours, heures et durées de fonctionnement,

<ul style="list-style-type: none"> - les derniers résultats de mesure périodique de la pollution rejetée, - les plans de l'installation tenus à jour avec l'emplacement des futurs groupes électrogènes et des groupes électrogènes temporaires, des groupes froids, des tours aéro-refrigérantes - la fiche technique du combustible utilisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Implantation-aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.1
Thème(s) : Autre, Règles d'implantation
Prescription contrôlée : <p>Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en oeuvre des matières combustibles ou inflammables.</p> <p>L'implantation des appareils satisfait aux distances d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou, à défaut, les appareils eux-mêmes) :</p> <ul style="list-style-type: none">- 10 mètres des limites de propriété et des établissements recevant du public de 1re, 2e, 3e et 4e catégories, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies à grande circulation ;- 10 mètres des installations mettant en oeuvre des matières combustibles ou inflammables, y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux réservoirs internes équipant certains appareils et nécessaires à leur fonctionnement.</p> <p>Lors de la mise en service des appareils de combustion, si l'implantation des appareils ne respecte pas ces dispositions d'éloignement, les appareils sont abrités dans des locaux respectant les dispositions du deuxième alinéa du point 2.4.2 de la présente annexe.</p> <p>Les appareils de combustion destinés à la production d'énergie (tels que les chaudières, les turbines ou les moteurs, associés ou non à une postcombustion), sont implantés, sauf nécessité d'exploitation justifiée par l'exploitant, dans un local uniquement réservé à cet usage et répondant aux règles d'implantation ci-dessus.</p> <p>Lorsque les appareils de combustion sont placés en extérieur, des capotages, ou tout autre moyen équivalent, sont prévus pour résister aux intempéries.</p>
Constats : <p>L'inspection constate que 4 groupes électrogènes transitoires sont installés dans la cour technique à l'arrière du bâtiment, en limite de propriété, le long de la rue Moulin des Bruyères.</p> <p>Ces nouvelles installations (nouvelle puissances et nouvel emplacement) auraient du faire l'objet d'une télé-déclaration auprès de la Préfecture des Hauts-de-Seine si leur puissance thermique nominale totale est comprise entre 1 MW et 20 MW.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que des capotages permettent de protéger les 4 groupes électrogènes des intempéries mais que les groupes électrogènes sont installés à moins de 10 mètres des limites de propriété côté rue Moulin des Bruyères. Ils ne respectent donc pas les règles d'implantation fixées à l'article 2.1 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra informer la Préfecture de l'installation de nouveaux groupes électrogènes et respecter les règles d'implantation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Air-Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Captage et épuration des rejets à l'atmosphère
Prescription contrôlée : Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse. Le débouché des cheminées a une direction verticale et ne comporte pas d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...).
Constats : L'inspection constate que les 4 nouveaux groupes électrogènes sont installés mais pas encore en fonctionnement. Ces groupes électrogènes sont chacun munis d'une cheminée à débouché vertical sans obstacles à la diffusion des gaz. En revanche l'inspection constate que les groupes électrogènes transitoires ne sont pas équipés de cheminée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra installer des dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Valeurs limites et conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des cheminées
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions sont prises pour que les gaz de combustion soient collectés et évacués par un nombre aussi réduit que possible de cheminées qui débouchent à une hauteur permettant une bonne dispersion des polluants. La hauteur h_p de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne au sol à l'endroit considéré exprimée en mètres) d'un appareil est déterminé en fonction de la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion dans laquelle l'appareil de combustion est inclus et en fonction du combustible consommé par l'appareil. Si plusieurs conduits sont regroupés dans la même cheminée, la hauteur de cette dernière est déterminée en se référant au combustible et au type d'appareil donnant la hauteur de cheminée la plus élevée. Pour les installations utilisant normalement du gaz, il n'est pas tenu compte, pour la détermination de la hauteur des cheminées, de l'emploi d'un autre combustible lorsque celui-ci est destiné à pallier, exceptionnellement et pour une courte période, une interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz. Les hauteurs indiquées entre parenthèses correspondent aux hauteurs minimales des cheminées associées aux installations implantées au moment de la déclaration dans les zones définies au point 6.2.9 de la présente annexe. C. Cas des appareils de combustion fonctionnant moins de 500 heures par an : Dans le cas des appareils de combustion fonctionnant moins de 500 heures par an, le débouché à l'air libre de la cheminée d'évacuation des gaz de combustion dépasse de 3 mètres la hauteur des bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres autour de l'installation, sans toutefois être inférieure à 10 mètres.
Constats : Les appareils de combustion étant utilisés en secours de l'installation électrique, c'est le point C de l'article ci-dessus qui doit être mis en œuvre. L'inspection constate que les 4 nouveaux groupes électrogènes disposent chacun d'une cheminée d'évacuation, ce qui n'est pas le cas des groupes électrogènes provisoires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre à l'inspection les pièces permettant de justifier que la hauteur des cheminées des futurs groupes électrogènes est conforme aux dispositions réglementaires et prévoir l'installation de cheminées pour les groupes électrogènes provisoires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Bruit et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de bruit
Prescription contrôlée : [...] De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel (hors fonctionnement de l'installation) dépasse ces limites. Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.
Constats : L'exploitant transmet le rapport de mesures de bruit dans l'environnement réalisé par la société SOCOTEC sur site le 28/02/2023. Le rapport ne relève pas de non-conformité. Cependant, l'ensemble des groupes électrogènes n'étaient pas en fonctionnement simultané, comme lors d'un essai général.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra compléter l'étude acoustique par des mesures de bruit ambiant réalisées avec les groupes électrogènes en fonctionnement simultanément et sans fonctionnement sur la même période. Un point de mesure devra être rajouté, en limite de propriété, à hauteur des bouches d'extraction des TAR situées en terrasse à l'arrière du bâtiment, afin de mesurer le bruit aérien émis par ces installations qui fonctionnent en permanence. Le rapport acoustique sera adressé à l'inspection dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois